



Correspondance à adresser à:

**Générale de Protection**

Technoparc du Griffon

840 Route de la Seds

13127 - Vitrolles

**ARCEP**

**A l'Attention de M. Benoit LOUTREL**

**7, square Max Hymans**

**75730 – Paris Cedex 15**

Vitrolles, le 29 septembre 2009

**Objet :** Réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet relatif aux numéros du plan national de numérotation commençant par 080 et 081

Monsieur le Directeur,

Je fais suite à la consultation publique citée en objet. Il est fait référence dans ce document à des propositions d'aménagement des services vocaux à valeur ajoutée. Ces modifications entraineraient une refonte complète des tarifs pratiqués sur les numéros « colorés », et plus particulièrement sur les numéros en 0811 appelés aussi « Numéros Azur ».

Avant toute chose, un rappel de la situation me semble judicieux. Notre société s'est spécialisée depuis une vingtaine d'années dans la surveillance à distance des biens et des personnes. Pour être mise en œuvre, cette prestation nécessite l'installation d'un « Terminal Numéroteur Automatique » chez chacun de nos clients, particuliers ou entreprises.


Je précise, que les communications générées par ces équipements sont d'une part, de très courte durée et d'autre part, assurées exclusivement par le biais de liaisons de type « filaire ».

Afin de répondre aux exigences des règlements de certification en vigueur ainsi qu'aux attentes de nos clients, en terme de sécurité de fonctionnement, nous avons opté pour l'utilisation de numéros « Azur ».

Siège Social :

Technoparc du Griffon - 840 route de la Seds - 13127 Vitrolles

S.A.S. Au capital de 4 122 882 € - RCS Salon 327 060 273 - N°TVA Intracommunautaire FR 29 327 060 273 - APE 746 Z

Service Clients :  08 2682 2682 - [www.generale-de-protection.fr](http://www.generale-de-protection.fr)

Autorisation administrative de fonctionnement délivrée le 4 juin 1996 et modifiée le 2 mars 2004 par la Préfecture des Bouches du Rhône. "L'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des Pouvoirs Publics."



Les raisons qui ont motivé ce choix sont les suivantes :

- Le coût d'une communication vers un numéro « Azur » est plus faible pour l'utilisateur que celui relevé sur les autres tranches de numéros de type SVA.
- Le coût de facturation de l'utilisateur était unique, quelle que soit sa localisation dans l'hexagone.
- Cette famille de numéros autorise la mise en œuvre de fonctions de routage dynamique des informations, essentielles dans nos métiers
- Les opérateurs de télécommunication ont établi des modèles de partage des valeurs sur ces familles de numéros qui permettent aux entreprises de télésurveillance d'offrir un service de qualité dont le coût est partiellement pris en charge par les versements effectués par ces mêmes opérateurs.

Ce projet de décision aura pour conséquence la suppression définitive de ces versements au 1<sup>er</sup> janvier 2011, et risque en outre, d'engendrer une facturation des services rendus par l'opérateur télécom à l'éditeur de service que nous sommes.

Si l'une des deux options décrites dans ce document devait être mise en œuvre, sans autre aménagement, elle mettrait en péril le modèle économique adopté par notre entreprise. Dans un tel cas, les seules alternatives possibles à cette situation seraient de nous engager dans une refonte complète de notre structure tarifaire, au risque d'une érosion massive de notre parc clientèle, ou bien de procéder à la modification de tous les équipements installés chez nos clients pour remplacer les numéros « Azur » par des numéros « Indigos ».

Une telle intervention, très coûteuse de surcroît, nécessite énormément de temps, et ne peut s'envisager dans la limite des délais évoqués par le projet. Cette démarche va signifier pour tous nos clients une augmentation notable du coût des communications. Or, il me semble, que ce n'est pas du tout l'objectif recherché par l'autorité que vous représentez.

Vous comprendrez aisément qu'en tant qu'acteur économique, en charge de la pérennité de mon entreprise et des emplois qui en dépendent, je vous demande de bien vouloir prendre en compte les spécificités de notre métier et les contraintes qui sont les nôtres.



Pour être conforme au souhait de l'autorité, nous vous demandons de procéder à un aménagement de la réglementation tarifaire afin d'exclure du cadre de ce projet les Terminaux Numéroteurs Automatiques. A défaut d'un tel aménagement, il est essentiel pour nos entreprises de disposer d'un délai beaucoup plus important afin de nous permettre de procéder aux modifications techniques qui s'imposent.

Par ailleurs, si cette dernière option devait se confirmer, nous vous proposons de créer alors une tranche de numéros spécifiques dont l'usage serait réservé aux équipements automatiques générateurs de « Services à Valeur Ajoutée ». Une telle démarche améliorerait la visibilité tarifaire pour l'utilisateur, et assurerait une administration plus simple pour l'autorité.


Bien entendu, nous restons à votre entière disposition pour travailler sur les aménagements que vous comptez entreprendre et nous vous remercions par avance de l'intérêt que vous saurez porter à ce courrier.

**Bernard RICHERME**  
**Président**

Siège Social :

Technoparc du Griffon - 840 route de la Seds - 13127 Vitrolles

S.A.S. Au capital de 4 122 882 € - RCS Salon 327 060 273 - N°TVA Intracommunautaire FR 29 327 060 273 - APE 746 Z

Service Clients :  08 2682 2682 - [www.generale-de-protection.fr](http://www.generale-de-protection.fr)

Autorisation administrative de fonctionnement délivrée le 4 juin 1996 et modifiée le 2 mars 2004 par la Préfecture des Bouches du Rhône. "L'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des Pouvoirs Publics."